

## Au Tibet, la théocratie n'est pas une fatalité

Le fait que le dalaï-lama soit à la fois un chef spirituel et un dirigeant politique est un hasard de l'Histoire. S'ils veulent être unis et forts, les Tibétains devront réaliser la séparation de la religion et de l'Etat, estime l'historien Samten G. Karmay.

Les Tibétains s'enorgueillissent d'une tradition à leurs yeux unique au monde, l'"*alliance du religieux et du politique*" (*chosi zungdrel*) – qui remonte loin dans l'histoire du Tibet. Pourtant, beaucoup d'autres pays ont encore des traditions similaires. Ce n'est qu'au début du XXe siècle que des pays comme la France [en 1905] et le Japon [en 1946] se sont dotés d'une loi de séparation des Eglises et de l'Etat, qui a donné naissance à l'idée de pratiquer une religion en tant que croyance personnelle non réglementée par l'Etat. Si lent que soit le processus de laïcisation, il se poursuit inexorablement. Cette laïcité d'Etat, qui va dans le sens de la modernité, a été instaurée dans de nombreux pays.

Il était surprenant de voir la conférence politique tibétaine qui s'est tenue les 3 et 4 mai dernier à Dharamsala et qui a été diffusée sur YouTube. Y participaient les chefs de toutes les traditions bouddhistes tibétaines, sous la présidence de Sa Sainteté le dalaï-lama. L'un des thèmes abordés fut la question des *tulku*, les lamas réincarnés [en général des enfants, dont la recherche et l'identification au sein de la population est à la base du système tibétain], mais on ignore quelles ont été les conclusions de la discussion. Pas un seul laïc et pas une seule femme n'y participaient. On se demande ce qui est arrivé à la fameuse démocratisation de la communauté tibétaine exilée en Inde [depuis le départ du dalaï-lama du Tibet, en 1959].

La séparation des Eglises et de l'Etat n'implique pas d'abandonner la pratique d'une religion établie. Bien au contraire, elle garantit la liberté de culte, et donc le droit de décider soi-même de pratiquer ou non une religion. Qui plus est, elle établit la neutralité de l'Etat en matière religieuse. Dans le cas du Tibet, cela voudrait dire qu'aucun statut préférentiel ne serait accordé à quelque tradition que ce soit – bön [religion tibétaine ayant précédé le bouddhisme], nyingma, sakya, kagyu ou gelug [les différentes écoles du bouddhisme tibétain] –, ni même aux Tibétains musulmans et chrétiens [infimes minorités]. Ce que la "séparation" implique, en revanche, c'est que le pouvoir politique et les institutions religieuses soient indépendants les uns des autres et ne se confondent pas, comme c'est traditionnellement le cas dans la tradition politique tibétaine.

Le bouddhisme est devenu la religion d'Etat au Tibet sous le règne de l'empereur Tri Song Detsen (742-797) et l'est resté jusqu'à la fin de la dynastie Pugyal, en 842 après J.-C. Pendant la période impériale, les empereurs étaient tous des laïcs. Le fait que le bouddhisme était la religion d'Etat n'entravait pas la liberté de chacun de choisir, qu'il soit membre du gouvernement ou non. Le gouvernement impérial subventionnait toutefois les institutions bouddhistes, par exemple pour la construction des temples et leur entretien, autant d'actes méritoires, bons pour le karma de l'empereur.

Il y a eu d'autres périodes au cours desquelles un gouvernement laïc était au pouvoir, par exemple durant le régime du Tsang Desi (1600-1642). Mais, en 1642, le gouvernement du Tsang Desi est renversé par une alliance de forces tibétaines et mongoles, à l'instigation du courant gelug, qui confie les rênes du pouvoir au cinquième dalaï-lama (1617-1685) en le nommant chef de l'Etat. Jusqu'en 1642, il n'était que le supérieur du monastère Drepung. Une nouvelle ère de théocratie débute alors, le clergé exerçant la suprématie totale et les laïcs lui étant subordonnés. Du XIIIe au XVe siècle, il y avait évidemment eu des signes d'évolution vers la théocratie, mais ce n'est qu'à partir de 1642 que le Ganden Potrang, siège officiel du gouvernement au monastère Drepung, devient le symbole du pouvoir suprême, tant en théorie que dans la pratique d'un gouvernement théocratique. Ce fut incontestablement un triomphe politique comme le bouddhisme n'en avait jamais connu dans son histoire au Tibet.

Le terme "théocratie" est généralement défini comme une forme de gouvernement dans lequel un dieu ou une divinité est reconnu comme dirigeant suprême. Dans le cas du Tibet, les dalaï-lamas sont considérés comme la manifestation de la divinité bouddhiste de la compassion. Dans ce système théocratique, le chef de l'Etat n'est dès lors plus seulement le dirigeant politique du peuple, mais

également son maître spirituel. En d'autres termes, l'ensemble de la population est soumise et placée dans la position de disciple spirituel du maître. Dans le contexte de ce lien d'essence religieuse, aucun fidèle ne songe un seul instant à s'opposer à l'opinion du maître, parce que cela équivaut à briser la relation sacrée entre maître et disciple.

Comment cela peut-il s'inscrire dans le débat sur la démocratie au sein des Tibétains en exil, pour qui Sa Sainteté le dalaï-lama est le dirigeant politique et celui qui leur confère l'initiation du kalachakra [cycle d'enseignement de la Roue du temps] ?

Puisque le chef de l'Etat était un "moine-roi" (*domtsun gyalpo*), l'éducation des enfants a consisté à les immerger dans la religion dès le plus jeune âge, sans en mesurer les conséquences. Dans un tel système, on ne pouvait pas choisir la religion que l'on souhaitait pratiquer. On ne se rend compte qu'à l'âge adulte de ce à quoi on a été soumis. En d'autres termes, la foi était tout bonnement imposée par l'Etat. Le droit au choix personnel de sa foi était par conséquent totalement inconnu et dénié. Aussi importante, voire enrichissante, que fût cette éducation religieuse, elle a eu pour effet indésirable d'interdire à l'ensemble de la population, depuis trois cent soixante ans, l'accès à toute forme d'éducation moderne ou progressiste. Il n'est pas étonnant, dès lors, que l'ancien ministre de l'Education français Claude Allègre, connu pour son franc-parler, ait un jour fait remarquer qu'il n'avait jamais rencontré un Tibétain qui soit biologiste, archéologue, mathématicien ou physicien.

Le chef de l'Etat tibétain, toutefois, n'était pas censé être un *tulku*, c'est-à-dire un lama réincarné. Il tient ce statut de l'intronisation du cinquième dalaï-lama comme dirigeant du pays. Curieusement, non seulement celui-ci était lui-même un lama réincarné, mais il s'est mis à en créer d'autres. Cela eut pour conséquence un accroissement rapide du nombre de *tulku*, surtout dans la tradition gelug [à laquelle appartient le dalaï-lama]. Ce système des *tulku* a-t-il jamais servi l'intérêt national du Tibet ? La question est sans doute inutile. Il est grand temps pour les Tibétains de tirer les leçons de l'histoire mouvementée de ce système, source de tant d'instabilité politique et de désunion.

Rien qu'au XXe siècle, l'unité nationale a volé en éclats, les lamas étant montés les uns contre les autres par des grandes puissances telles que les Mandchous, l'Inde sous domination britannique, l'Empire russe, le gouvernement du Kouomintang et, de nos jours, le Parti communiste chinois. Tout au long de l'histoire du Tibet, l'institution des *tulku* a été à l'origine de schismes, d'intrigues politiques et de querelles entre les différents courants bouddhistes. A cause de la tradition politisée des *tulku*, nous avons à présent deux panchen-lama [le panchen-lama est le deuxième dignitaire de l'école gelug après le dalaï-lama ; un des panchen-lamas actuels est reconnu par les institutions tibétaines en exil, l'autre par les autorités chinoises] et deux karmapas [chefs de l'école kagyu, aujourd'hui tous deux en Inde, mais qui font l'objet d'une controverse interne parmi l'émigration tibétaine]. Allons-nous avoir également deux dalaï-lamas ?

### **S'inspirer de l'exemple du royaume du Bhoutan**

Le ministère des Affaires religieuses chinois a récemment pris le "décret n° 5" comportant quatorze articles sur la *"gestion de la réincarnation des 'bouddhas vivants' dans le bouddhisme tibétain"* [voir *CI n° 882, du 27 septembre 2007*]. *Le strict contrôle exercé par le gouvernement chinois sur la reconnaissance des tulku montre encore à quel point ce système est politiquement vulnérable et susceptible d'être exploité à des fins politiques par une puissance occupante contre les intérêts du peuple tibétain.*

*Sa Sainteté le quatorzième dalaï-lama a d'ores et déjà annoncé qu'il ne jouerait aucun rôle politique si une "véritable autonomie" était accordée au Tibet. Je pense toutefois qu'il faut maintenir l'institution du dalaï-lama si la majorité du peuple tibétain en est d'accord. Ainsi, dans une future Constitution, le dalaï-lama serait la seule incarnation du pays, mais n'aurait aucune prérogative politique. Le monastère de Ganden [près de Lhassa] serait une résidence parfaite pour les futurs dalaï-lamas s'ils souhaitent vraiment n'être que de "simples moines".*

*"L'ère des lamas est aujourd'hui dépassée", a estimé Sa Sainteté le quatorzième dalaï-lama lors d'un entretien donné le 11 août 2008 à la chaîne Euronews. Si c'est effectivement le cas, comme je le crois, il est souhaitable que le peuple tibétain prépare son avenir avec l'aide du quatorzième dalaï-lama. Il est en effet de tous les dirigeants tibétains le seul qui possède une grande expérience du monde et une telle autorité. Il faut agir en ce sens, et vite. S'il le souhaite, le dalaï-lama peut aider les Tibétains à résoudre le casse-tête théocratique, afin de laisser un héritage politique sans ambiguïté sous la forme d'une séparation totale de la religion et de la politique.*

Tant que le peuple tibétain ne comprendra pas la nécessité de séparer l'Etat de la religion, il ne sera pas en mesure de bâtir une communauté prospère et unifiée sous la houlette d'un dirigeant élu de façon réellement démocratique. Les Tibétains n'ont pas besoin de chercher très loin pour trouver un bon exemple. En 2008, le royaume himalayen du Bhoutan a instauré avec beaucoup de succès un régime parlementaire démocratique. Même si le bouddhisme de la tradition drukpa kagyü y est la religion officielle, représentée par le Zhung Datsang, il n'a joué aucun rôle dans l'élection. Comme le stipule la nouvelle Constitution du Bhoutan, *"il incombe aux institutions et personnalités religieuses de promouvoir l'héritage spirituel du pays tout en veillant à ce que la religion reste séparée de la politique"*.

Il est à l'évidence inconcevable, voire sacrilège, aux yeux des Tibétains, de briser le tabou de la séparation de la religion et de l'Etat, mais nous ne pouvons plus nous voiler la face.

Dans un entretien accordé en avril dernier à Tokyo, le dalaï-lama s'est déclaré de fait favorable à la "laïcité". Il a invoqué comme raison le fait que, la *"laïcité"* ne permet pas le *"sectarisme"*. De fait, le bouddhisme tibétain est fréquemment déchiré par des querelles entre les différentes traditions, comme c'est le cas actuellement malgré tous les efforts déployés par Sa Sainteté le dalaï-lama pour les décourager et les condamner. C'est précisément en raison de ces divisions qu'il a lui-même renoncé au culte de la divinité Shugden et l'a interdit à toutes les institutions religieuses de la communauté en exil. La principale raison en est que ce culte crée chez le clergé gelug [dont il est le chef] un sentiment de supériorité et lui fait jeter l'anathème sur les autres courants. Ce n'est pas seulement une question de culte spirituel, comme le prétendent les gens pour expliquer son interdiction.

Une laïcisation de la communauté des exilés devrait permettre de résoudre les sempiternels problèmes entre les différentes traditions bouddhistes et conduire à une véritable unité des Tibétains, sans ingérence du religieux dans la sphère politique.

Samten G. Karmay

[Phayul.com](http://Phayul.com)

## L'auteur

Directeur de recherches émérite au CNRS, Samten Gyaltzen Karmay est né dans la province de l'Amdo (partie nord-est des zones de peuplement tibétain). Il reçoit d'abord une éducation traditionnelle poussée dans les monastères. En 1959, il fuit le Tibet, puis obtient un doctorat en histoire des religions à la School of Oriental and African Studies de Londres. En 1980, il entre au CNRS, où il devient directeur de recherches en histoire et anthropologie. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, parmi lesquels *Les Neuf Forces de l'homme – Récits des confins du Tibet*, écrit en collaboration avec Philippe Sagant (Société d'ethnologie, 1999).

## Réactions

**Le texte de Samtem G. Karmay a suscité un nombre inhabituel de commentaires sur le site (Phayul. com). En voici deux échantillons.**

*"Le dalaï-lama doit prendre la décision, douloureuse pour le peuple tibétain de se retirer du terrain politique, pour être le chef religieux qu'il est légitimement et qu'il sera toujours. Autrement, les Tibétains ne renonceront pas à lui et nous enfonceront encore plus dans le borbier actuel qui est et sera manipulé par des forces extérieures, à leur propre profit."*

**(DorjeeKnows, Toronto)**

*"Si Pékin, sous l'effet de la pression internationale ou mu par la compassion, décidait soudain de prêter attention à la doctrine d'"autonomie" du dalaï-lama, chacun d'entre nous pourrait avoir à se demander : 'Sommes-nous prêts ?' Sommes-nous prêts à envisager l'Etat et la religion comme deux entités séparées ? Comment imaginer un avenir meilleur pour nos enfants si nous nous en tenons au statu quo en ce qui concerne notre mode de gouvernement et que nous laissons notre culture et notre religion noyauter la politique ?"*

**(myhomeland, New York)**